

# Oui à l'émancipation individuelle, non à l'individualisme destructeur

Voilà le mot d'ordre qui pourrait résumer la position des reconstructeurs socialistes sur la question aujourd'hui essentielle des rapports individu-société.

Aux antipodes du préjugé bien établi qui fait d'eux des « collectivistes » invétérés, les socialistes, depuis Marx et Jaurès, ont toujours été « du côté » de l'individu, de la reconnaissance de ses besoins fondamentaux, de sa liberté, de ses aspirations légitimes.

Socialistes français, nous sommes, de ce point de vue, tout à la fois les héritiers du combat républicain contre le carcan religieux, pour la séparation de l'église et de l'Etat, et de celui des années 1960-70 contre un ordre moral étouffant, pour le droit des femmes et la libéralisation des mœurs.

Cette volonté d'étendre les libertés et de permettre à chaque individu de s'émanciper des normes préétablies en choisissant sa façon de vivre, ses liens, ses affiliations, ses références, ses pratiques culturelles demeure un principe directeur de notre action. Celui-ci peut trouver de nouvelles traductions dans la France de 2008 à travers la consécration juridique d'une nouvelle génération de droits individuels.

Elle prend un sens nouveau dans une société travaillée par un puissant processus d'individualisation sociale et culturelle qui remodèle la structure sociale et n'autorise plus à raisonner à travers le prisme exclusif des classes traditionnelles. Qu'il s'agisse du traitement de questions majeures telles que l'âge du départ à la retraite, le soutien scolaire apporté aux enfants en difficulté, la politique d'insertion et de lutte contre le chômage, le régime de travail, nous pensons que le socialisme moderne doit mieux prendre en compte la diversité objective des situations et des attentes subjectives qu'elles créent. Il ne doit plus craindre à nos yeux de contourner le niveau trop homogénéisant du groupe social ou du territoire pour faire désormais davantage descendre, quand c'est possible, l'action correctrice de la politique au niveau même de l'individu.

Cet engagement en faveur des libertés ne nous rend pas évidemment pas sourd, pour autant, à la demande d'autorité et de règles qui émane également de la société contemporaine. Si elle résulte pour une part essentielle des effets destructurants de la crise économique et sociale, la montée des phénomènes d'insécurité au cours des dernières décennies nous a rappelés aux nécessités d'une liberté ordonnée, d'une meilleure articulation des droits et des devoirs.

Cette prise en compte des réalités et des aspirations individuelles ne nous conduit pas non plus à cautionner les dérives réelles de l'individualisme contemporain.

Nous combattons ainsi la réduction de la politique au règne du chacun pour soi, au consumérisme généralisé, à la juxtaposition des revendications catégorielles. Nous récusons l'image excessive d'une société intégralement individualisée où ne pèseraient plus les privilèges de naissance et les déterminations de classe, où chacun aurait tous les moyens de réussir et de s'accomplir sans l'intervention de la collectivité. Attachés au pari des Lumières et à la force des solutions collectives, qui est l'autre composante majeure de notre héritage philosophique,



que et intellectuel, nous récusons l'image d'une société entièrement atomisée et continuons de croire à la nécessité de construire et de faire vivre des institutions communes au service de la justice sociale.

Loin d'épouser les antagonismes internes à notre base sociale, de vouloir jouer à notre tour sur la division des « inclus » et des « exclus », des villes et des campagnes, de la France ouverte et de la France rétractée, nous souhaitons au contraire que la gauche élabore dans les années qui viennent un nouveau pacte social et territorial pour relever le défi de la société « fragmentée » et « dissociée ».

Ce pacte est l'enjeu majeur de la rénovation idéologique de la gauche. Il devra afficher des thèmes fédérateurs (protection contre la mondialisation, sauvegarde de la protection sociale, promotion individuelle) et indiquer aux couches populaires et moyennes, aux habitants des cités comme à ceux du monde rural et péri urbain ce qu'ils peuvent attendre de la gauche. Nous pensons notamment que la gauche doit continuer à faire de la lutte

contre l'exclusion et la pauvreté une priorité politique et morale mais qu'elle doit veiller à ne pas alimenter la critique contre l'assistanat et qu'elle doit mieux répondre, de son côté, aux enjeux du pouvoir d'achat, de l'accession à la propriété, de la juste répartition des revenus à travers une réforme fiscale courageuse.

Cet attachement au projet collectif constitue notre manière de répondre, aujourd'hui encore, aux demandes de sens et aux besoins d'appartenance qui traversent la société contemporaine. Il constitue notre réponse à la question de l'identité nationale, dont nous ne voulons pas concéder le monopole à la droite. Nous continuons d'opposer la conception, ouverte, dynamique, contractuelle, d'une « communauté de citoyens » à la vision étriquée, figée, ethniciste, portée par une partie de la droite. Nous continuons d'opposer l'idée d'un espace public composé de citoyens égaux en droit et débattant librement du bien commun à celle d'une démocratie régulée par les rapports entre des « communautés ».

□

